



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 30/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DS SMITH PACKAGING SAVOIE**

Avenue Robert Franck  
73110 Valgelon-La Rochette

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING SAVOIE implanté Avenue Robert Franck 73110 Valgelon-La Rochette. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 17/10/2022 relative à l'absence de réseaux séparatifs entre les eaux pluviales et les eaux non polluées d'une part, et les eaux polluées (industrielles et eaux vannes) d'autre part.

Pour rappel, la précédente visite d'inspection de l'établissement avait été réalisée le 22/03/2024 sur la thématique des rejets aqueux (action régionale 2024).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH PACKAGING SAVOIE
- Avenue Robert Franck 73110 Valgelon-La Rochette
- Code AIOT : 0010700259
- Régime : Autorisation

L'établissement DS SMITH, situé sur la commune de Valgelon-la Rochette, exploite une installation de fabrication de carton à partir de rouleaux de papier. Les principales opérations effectuées sont l'ondulage du papier, l'enduction de colle, le collage, la découpe, la sérigraphie.

La société DS SMITH est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 12 septembre 2003 au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 2450 (activité de sérigraphie) : régime autorisation;
- 2445 (activité de transformation du papier, carton) : régime enregistrement;
- 2940 (enduction de colle) : régime enregistrement.

En plus des prescriptions de l'arrêté d'autorisation du site, l'établissement est également soumis à celles des arrêtés ministériels du 02/12/2021 relatif à la rubrique 2445 sous le régime de l'enregistrement, et du 12/05/2020 relatif à la rubrique 2940 sous le régime de l'enregistrement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle              | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais                                     |
|----|--------------------------------|--|---|---|
| 1  | Conformité de l'installation   | APMD du 17/10/2022, article 1-3                | 1 - Demande d'action corrective<br>2 - Astreinte  | 1 - dès notification du présent rapport<br>2 - sans objet |
| 3  | Modification de l'installation | Lettre de suites du 12/04/2024                 | Demande d'action corrective   | 3 - 1 mois<br>4 - 4 mois                                  |
| 4  | Schéma des réseaux             | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II | Demande d'action corrective   | 2 mois  |
| 6  | Débit de rejet                 | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60   | Demande de justificatif à l'exploitant  | 2 mois  |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 2  | Conformité de l'installation                     | APMD du 17/10/2022, article 1-2              | Sans objet        |
| 5  | Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 | Sans objet        |

## 2-3) Bilan hors points de contrôle

### 1. Incident du 19/03/2025

Un incident survenu le 19/03/2025 au niveau des rejets aqueux de la société DS SMITH, constaté en sortie de canalisation des eaux pluviales, n'a pas fait l'objet d'un signalement de l'exploitant auprès de l'inspection. L'exploitant a indiqué qu'il pensait que le SDIS 73, présent le jour de l'incident, avait informé l'inspection des installations classées.

Lors de la visite du 02/04/2025, objet du présent rapport, il a été rappelé à la société DS SMITH qu'elle est tenue, conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement, de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection un incident ou accident survenu du fait du fonctionnement de son installation.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le 24/03/2025 un rapport précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident. En substance, suite à une panne du déshuileur/décanteur et à une mauvaise évaluation de la situation par un opérateur, 2000 litres de colle (amidon de blé et soude) se sont déversés directement dans le Gelon, sans traitement préalable. L'office français de la biodiversité (OFB) n'a constaté aucune mortalité piscicole, ni aucun impact sur la faune ou la flore. Par ailleurs, cette situation ne pourra plus se reproduire puisque les rejets issus des encolleuses ne sont désormais plus connectés au réseau d'eaux pluviales.

### 2. Précédente inspection sur la surveillance des rejets aqueux

Lors de l'inspection du 22/03/2024 dans le cadre de l'action régionale relative à la surveillance des rejets aqueux, le respect de certaines obligations de l'exploitant n'avait pu être vérifié dans la mesure où le raccordement au réseau d'assainissement collectif n'était pas encore réalisé.

L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit dès à présent prendre les mesures nécessaires pour assurer la conformité de son établissement au regard des dispositions ci-après :

- Points de prélèvement aménagés sur chaque canalisation de rejet d'effluents- Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 ;
- Respect des valeurs limites d'émission / actions correctives en cas de dépassement - Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV ;
- Respect des périodicités minimales de surveillance - Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58, III, 2<sup>ème</sup> alinéa et Arrêté Préfectoral du 12/09/2003, Annexe 4, 2 ;
- Transmission des résultats de la surveillance via GIDAF, avec import des rapports complets de l'organisme agréé (site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées) - Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1.

## 2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En octobre 2022, DS SMITH a été mise en demeure de réaliser, sous un délai de 9 mois, des travaux de raccordement du site (eaux industrielles et eaux vannes) au réseau collectif de traitement des eaux usées, et de transmettre à l'inspection des installations classées la convention de rejet.

La visite a permis de constater la réalisation des travaux par la pose de canalisations enterrées sur un linéaire d'environ 500 mètres.

Cependant, le raccordement n'était pas effectif le jour de l'inspection, la convention tripartite entre l'industriel et les deux collectivités concernées n'étant toujours pas signée.

Les prescriptions de l'article 1-3. de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 17/10/2022 ne sont à ce jour toujours pas respectées par l'exploitant. Il est donc proposé au préfet de la Savoie de prendre, à l'issue des constats réalisés lors de la visite d'inspection, de prendre un arrêté préfectoral rendant l'exploitant redevable d'une astreinte administrative journalière.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral d'autorisation du site est obsolète, la plupart des prescriptions techniques n'étant plus en cohérence avec la situation actuelle de l'établissement, notamment pour le volet « Eau ». L'exploitant doit déposer un rapport à connaissance intégrant l'ensemble des modifications intervenues sur le site depuis l'autorisation d'exploiter en 2003.

## 2-5) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> APMD du 17/10/2022, article 1-3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Convention de rejet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société DS SMITH, située Avenue Robert Franck 73110 VALGELON-LA ROCHETTE est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2003 :<br/>[...]</p> <p>3. L'exploitant prendra contact avec l'EPCI en charge du traitement des eaux usées (vannes et industrielles) afin d'établir une convention de rejet. Cette convention sera transmise à l'inspection des installations classées sous 9 mois.</p> <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p><b>1. Contexte</b></p> <p>Dès 2022 l'exploitant a pris contact avec la Communauté de Communes Le Grésivaudan (CCLG), compétente pour le traitement des eaux usées, afin de présenter son projet de raccordement des effluents industriels à la STEP de Pontcharra. La CCLG avait alors refusé considérant la non-recevabilité des effluents.</p> <p>En 2023 et 2024 la société a travaillé sur ses rejets d'eau de lavage des onduleuses afin d'atteindre</p>  |

|  |
|--|
| <p>les seuils d'acceptabilité de la STEP.</p> <p><b>2. Constats</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un accord oral avait été donné par la CCLG en octobre 2024, et qu'il était depuis en attente de la transmission de la convention de rejet.</p> <p>La difficulté à obtenir la convention semble en partie s'expliquer par le fait que les compétences en matière de collecte des effluents et en matière de traitement sont assurées par deux collectivités différentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la Communauté de Communes Coeur de Savoie (CCCS) pour la collecte des eaux usées ;</li> <li>la CCLG pour leur traitement.</li> </ul> <p>Suite à l'inspection, et après un nouvel échange entre l'exploitant et la CCCS, celle-ci a informé DS SMITH par courriel du 15/04/2025 que la convention de rejet était en cours de rédaction et qu'elle serait transmise à l'exploitant après signature des deux collectivités.</p> <p><b>Les prescriptions de l'article 1-3. de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 17/10/2022 ne sont à ce jour toujours pas respectées.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><u>Demande n°1</u> : Suite à l'incident du 19/03/2025, l'inspection demande à l'exploitant de poursuivre, la mise en œuvre du dispositif permettant de stocker les eaux en sortie des encolleuses, et de ne les rejeter qu'après un contrôle visuel permettant de s'assurer de leur passage dans le déshuileur/décanteur en fonctionnement.<br/>Ce dispositif est mis en œuvre jusqu'au raccordement effectif des effluents industriels au réseau collectif d'assainissement.</li> <li><u>Demande n°2</u> : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la convention de rejet signée dès sa réception.</li> </ul>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Demande n°1 : Demande d'action corrective</li> <li>Demande n°2 : Astreinte</li> </ul>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Demande n°1 : dès notification du présent rapport et jusqu'au raccordement effectif à la STEP de Pontcharra</li> <li>Demande n°2 : sans objet</li> </ul>  |

## N° 2 : Conformité de l'installation

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> APMD du 17/10/2022, article 1-2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux de raccordement</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société DS SMITH, située Avenue Robert Franck 73110 VALGELON-LA ROCHETTE est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2003 :<br/>[...]</p> <p>2. Réalisation des travaux de raccordement du site (eaux industrielles et eaux vannes) au réseau collectif de traitement des eaux usées sous 9 mois.[...]</p> <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La visite a permis de constater que les travaux de pose de la canalisation destinée à collecter et raccorder les eaux usées industrielles et vannes de la société DS SMITH au réseau collectif d'assainissement sont achevés. Le raccordement a nécessité la pose d'environ 500 mètres linéaires</p>   |

|  |
|--|
| de canalisations enterrées.                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

### N° 3 : Modification de l'installation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Lettre de suites du 12/04/2024  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Demande d'action corrective suites à l'inspection du 12/03/2024 :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 8 mois, de déposer un porter à connaissance (PAC) auprès du guichet unique de la préfecture à l'adresse suivante : <a href="mailto:pref-icpe@savoie.gouv.fr">pref-icpe@savoie.gouv.fr</a>.</p> <p>Ce dossier présentera notamment l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications intervenues depuis l'enquête publique de 2001, ainsi que les modifications en cours relatives à la séparation des réseaux, et celles à venir connues à ce jour (exemple : projets de diminution de consommation d'eau dont circuit fermé pour le nettoyage de l'onduleuse, nouvelle machine "simple face" ...).</p> <p>Les impacts seront évalués d'un point de vue environnemental et d'un point de vue des risques supplémentaires éventuels apportés par les aménagements déjà réalisés depuis la demande d'autorisation d'exploiter et ceux envisagés. En parallèle, les éventuelles mesures compensatoires et de sécurité réalisées ou prévues seront développées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter les installations DS SMITH est obsolète, la plupart des dispositions et prescriptions techniques ne correspond pas à la situation actuelle de l'établissement, notamment pour le volet « Eau ».</p> <p>L'exploitant n'a à ce jour pas déposé de porter à connaissance intégrant l'ensemble des modifications intervenues sur le site depuis l'autorisation d'exploiter en 2003.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Demande n°3 :</u><br/>L'exploitant transmet à l'inspection, <u>sous 1 mois</u>, le nom du bureau d'études retenu le cas échéant pour la réalisation du PAC ainsi que le bon de commande ;</li> <li>• <u>Demande n°4 :</u><br/>L'exploitant transmet le porter à connaissance, <u>sous 4 mois</u>, auprès du guichet unique de la préfecture à l'adresse suivante : <a href="mailto:pref-icpe@savoie.gouv.fr">pref-icpe@savoie.gouv.fr</a></li> </ul>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <p><b>Proposition de délais :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Demande n°3 : 1 mois</li> <li>• Demande n°4 : 4 mois</li> </ul>   |

**N° 4 : Schéma des réseaux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan des réseaux daté du 15/03/2024 et établi par l'entreprise MIDALI qui a réalisé les travaux de raccordement.<br>Une mise à jour du plan doit toutefois être faite notamment pour les effluents issus des compresseurs.                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Demande n°5</u> : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le plan des réseaux mis à jour suite à la réception des travaux.</li></ul>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

**N° 5 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.<br>Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation. |
| <b>Constats :</b><br>Les eaux pluviales du site non susceptibles d'être polluées transitent par le réseau unitaire collectif qui se jette dans le ruisseau du Gelon. Le contrôle visuel réalisé par l'inspection au niveau de ce point de rejet n'appelle pas d'observation.<br>Les effluents industriels sont soit traités comme déchet, soit raccordés à la STEP de Pontcharra.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 6 : Débit de rejet**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m <sup>3</sup> . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.<br>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. |
| <b>Constats :</b>  |

|  |
|--|
| La majeure partie des eaux prélevées sur le réseau d'eau potable est consommée pour la fabrication de colle. Le débit rejeté est de fait largement inférieur à 100 m <sup>3</sup> .<br>Selon l'exploitant, il est d'environ 7 m <sup>3</sup> /j. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Demande n°6</u> : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le calcul de l'estimation du débit rejeté.</li> </ul>          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |